

**Zeitschrift:** Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

**Herausgeber:** Société de communication de l'habitat social

**Band:** 33 (1961)

**Heft:** 12

  

**Artikel:** La libre circulation et le libre établissement des services dans les pays membres du Marché commun sont à l'ordre du jour : un problème pour les architectes

**Autor:** [s.n.]

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-125223>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 01.04.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## N° 12 Décembre

- Une exposition du logement économique (photos).  
En marge de l'exposition. . . . . J. Lonchamp  
Quelques ensembles de Teo Jakob (photos).  
L'habitat d'aujourd'hui et ses fonctions J.-P. Vouga

### Logement et problèmes sociaux

- A la recherche du confort, C. Wasserfallen Janvier  
L'Eglise en face du problème du logement . Janvier  
Hausse générale des loyers. . . . . Mai  
Le mouvement démographique et l'évolution du logement. . . . . Mai  
Vie sociale et communautaire dans les quartiers nouvellement bâtis . . . . . Juin  
Problèmes posés à un pasteur. Pasteur J. Goy. . . . . Juin  
Problèmes posés à un prêtre. Abbé A. Hamel . . . . . Juin  
L'opinion d'un architecte. J.-P. Vouga. . . Juin  
Les Chombart de Lauwe . . . . . Juillet  
Les lois genevoises d'aide à la construction et à la limitation du prix des loyers. A. Jaquet Juillet  
La participation des familles à l'organisation et au développement des communautés de quartiers dans les villes nouvelles. . . . . Août  
De l'opportunité de créer des logements à loyer modéré. Ch. Richard. . . . . Octobre  
Le problème du logement et la sixième journée du protestantisme social . . . . . Octobre  
Les problèmes posés par les grands ensembles. . . . . Novembre  
L'habitat d'aujourd'hui et ses fonctions . . Décembre

### Logement et problèmes de construction

- Une enquête de l'UIA sur la préfabrication . Février  
Immeubles préfabriqués à Villars-sur-Glâne Février  
Immeubles préfabriqués à Lausanne . . . Février  
Immeubles préfabriqués en Tchécoslovaquie. . . . . Février  
Immeubles préfabriqués en Pologne . . . Février  
La préfabrication. . . . . Février  
Immeubles à Aïre-Genève . . . . . Mars  
Immeuble à Pully . . . . . Mars  
Immeuble Perle-Rive à Neuchâtel . . . . . Mars  
La cité Halen à Berne . . . . . Mai  
Dix recommandations pour un équipement silencieux . . . . . Juillet  
Immeubles préfabriqués à Aïre . . . . . Juillet  
Trois immeubles à Genève . . . . . Juillet  
Trois réalisations coopératives françaises. Alton Estate, les réalisations du London County Council . . . . . Septembre  
Hirzenbach . . . . . Octobre  
Une exposition du logement économique. . . Décembre  
Quelques ensembles mobiliers . . . . . Décembre

### Urbanisme et aménagement du territoire

- Un urbanisme difficile. J.-P. Vouga . . . . . Janvier  
Protection du patrimoine . . . . . Avril

### L'aménagement du territoire est-il possible

- en Suisse? J.-P. Vouga . . . . . Avril  
L'harmonie de nos villages . . . . . Avril  
Le courage et la Suisse. . . . . Avril  
La poule aux œufs d'or. C. Muret . . . . . Avril  
L'architecte doit sortir de sa solitude. J.-M. Lamunière. . . . . Avril  
L'urbanisme, un devoir humain. H. Marti . . . . . Septembre  
Une nouvelle manière d'habiter . . . . . Octobre  
Hirzenbach, le plus important ensemble résidentiel de Suisse. . . . . Octobre  
Harlow, ville nouvelle du comté d'Essex . . . . . Novembre  
Le géographe face aux tâches de l'aménagement du territoire. L. Bridel. . . . . Novembre

### Union suisse pour l'amélioration du logement USAL

- La Coopérative de cautionnement hypothécaire . . . . . Avril  
Rapport annuel 1960 . . . . . Mai  
Rapport de la section romande . . . . . Juin  
L'arrêté fédéral du 31 janvier 1958 . . . . . Novembre

### La libre circulation et le libre établissement des services dans les pays membres du Marché commun sont à l'ordre du jour

#### Un problème pour les architectes

Le Traité de Rome, parmi toutes ses clauses, prévoit notamment la libre circulation et le libre établissement des personnes dans tous les pays adhérents à ce texte. Les articles – du N° 52 au N° 66 – stipulent que progressivement les professionnels pourront ou s'établir, ou offrir leurs services dans tous les Etats de la Communauté. Cette décision a été adoptée, après une minutieuse préparation, lors de la dernière réunion des ministres des Communautés européennes. Elle intéresse les professionnels les plus divers qu'il s'agisse d'activité libérale ou commerciale ou industrielle: artisans, représentants, experts, artistes, architectes, avocats, etc. Interdiction avait déjà été faite, depuis trois ans, de renforcer les textes protectionnistes existants mais cette fois-ci nous arrivons, à terme, à leur abrogation progressive. La Commission exécutive était en effet chargée d'établir un calendrier d'échéance sous réserve d'une adoption à l'unanimité du Conseil des ministres, avant la fin de la première étape fixée en janvier 1962. L'étape est donc ainsi franchie par la récente décision que nous évoquons ici. Cette mesure intéresse donc tous ceux qui, d'une part,

étant membres d'un pays de la Communauté, désirent ouvrir une entreprise, une filiale ou une succursale dans une nation adhérente comme ceux que la concurrence peut menacer ou gêner. En effet, nulle entrave légale ou administrative interne ne peut venir limiter ou suspendre les activités envisagées.

Le programme établi précise que les étrangers pourront passer tous contrats, concourir pour les marchés publics, acquérir des immeubles ou brevets, emprunts, plaider, bénéficier des aides, s'affilier aux organes professionnels et sociaux, bénéficier du même régime que les citoyens du pays en cause, en cas de nationalisation, expropriation, réquisition, etc.

Les obstacles pouvant résulter de règles professionnelles, d'entraves au déplacement du matériel, du transfert des devises, des contingents de droit de douane, etc. Aussi est-il prévu que – normalement – d'ici la fin de l'année, tous les interdits d'exporter ou d'importer le matériel nécessaire à une prestation de service ainsi que toute gêne au transfert du paiement devraient être supprimés. Par ailleurs, les allocations aux touristes seront accrues progressivement.

Il deviendra également illégal – avant la fin 1964 ou la fin 1966, suivant la date d'ouverture de la seconde étape – de gêner la circulation ou le séjour des étrangers membres de la Communauté venant rendre des services ainsi que de leur personnel.

Un échéancier par profession sera d'ailleurs établi pour le droit d'établissement alors que des régimes spéciaux sont prévus pour les banques, assurances, agriculture, cinéma, etc.

Il n'est certes pas question de pratiquer en France – par exemple – n'importe quelle profession sans respect des règles établies. Pour chaque catégorie, la levée des restrictions devra être accompagnée d'une reconnaissance mutuelle des diplômes et des différents titres. Ainsi les règles administratives professionnelles devront-elles être coordonnées.

Dans ce domaine où vont se nouer de délicats débats professionnels, rappelons quel important ouvrage a été déjà effectué par le Comité d'entente des architectes du Marché commun dont l'animateur est M. Urbain Cassan, mandaté par le Conseil supérieur de l'Ordre des architectes, dont il est d'ailleurs le secrétaire général.

On sait que de multiples réunions de travail avec les architectes des divers pays adhérents au Marché commun ont permis de mettre sur pied une organisation s'intégrant parfaitement avec les différentes étapes évoquées plus haut et définissant des règles professionnelles d'une importance capitale.

C'est grâce à l'initiative des architectes français et de l'Ordre que cette action a pu être menée à bien.

Sans doute nos lecteurs se rappellent-ils la conférence de presse donnée lors de la création de l'organisme de liaison des architectes au Marché commun par M. Jacques Duvaux, président du Conseil supérieur de l'Ordre. Dès cette époque, la volonté de prendre position par la profession était clairement marquée. Depuis lors, l'œuvre accomplie a été méritoire et elle s'intègre heureusement avec les modalités qu'imposeront les échéances qui sont maintenant inéluctables, semble-t-il.

(«La Journée du Bâtiment»)

## Léger recul en Europe de la construction et des investissements dans le domaine de l'habitat

Pour la première fois depuis quelques années, le nombre total des logements construits en 1960 dans la plupart des pays d'Europe a légèrement reculé. Bien que le nombre total des logements achevés ait diminué de moins de 0,5%, les résultats globaux de la politique du logement sont loin d'atteindre l'augmentation de 11% obtenue l'année précédente; cependant, le nombre des habitations construites en 1960 a dépassé de 11% celui de 1958. On pense que le nombre de constructions achevées dans toute l'Europe en 1961 sera plus élevé. Telles sont les conclusions que contient entre autres la dernière publication du Secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE). Ce rapport, qui est le neuvième d'une série d'études annuelles sur les tendances et la politique du logement en Europe, contient des chapitres consacrés aux questions suivantes: tendances actuelles de la construction de logements; principaux changements intervenus dans la politique du logement; situation actuelle du logement et perspectives d'avenir.

En ce qui concerne les investissements dans la construction de logements, le rapport conclut que la rapide croissance des investissements dans le bâtiment, enregistrée en 1959 dans la plupart des pays d'Europe occidentale et centrale, semble avoir marqué en 1960 un léger recul dans la plupart de ces pays, cela par suite de mesures prises délibérément pour limiter la demande excessive, par suite d'un manque de main-d'œuvre et de matériaux de construction ou pour ces deux raisons. Le nombre des constructions achevées a néanmoins sensiblement augmenté dans plusieurs pays, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, le Royaume-Uni et la Suisse. Par contre, la réduction a été sensible en Irlande. En Europe orientale, le rythme de la construction d'habitations s'est maintenu à un niveau beaucoup plus élevé que celui du début et du milieu de la période 1950-1960, mais ce n'est qu'en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie que le nombre des constructions terminées a été beaucoup plus élevé en 1960 qu'au cours de l'année précédente. L'URSS a continué d'avoir le taux de construction d'habitations le plus élevé de l'Europe. Néanmoins, le nombre des maisons terminées a diminué de 2% par suite d'un ralentissement de l'activité dans la construction d'habitations rurales.

La conclusion générale que l'on peut dégager d'une analyse de l'évolution du logement en Europe et aux Etats-Unis en 1960 ne modifie aucunement les conclusions précédentes, à savoir qu'il n'y a virtuellement aucun pays